

moi ne s'attaquent point à la mesure elle-même. Le projet de loi porte que nous demanderons au Parlement de fournir \$35,000,000 pour augmenter immédiatement les forces navales de l'empire—non pas les forces navales du Canada, mais celles de l'empire—et le but que l'on se propose, c'est de les augmenter immédiatement. Est-ce répondre à cette proposition que de dire qu'il nous faut une marine canadienne? Je prétends que non. Ce ne serait pas un moyen d'accroître immédiatement les forces navales de l'empire.

Nos honorables collègues de l'opposition disent que nous prétendons avoir présenté ce bill parce qu'il y avait urgence, quand, en réalité, il n'y a nullement urgence. Quelques membres ont déclaré que celui qui a prétendu qu'il y avait urgence était mûr pour un asile d'aliéné, ou quelque chose comme cela. Mais, monsieur le président, qu'est-ce qu'une urgence? On pourrait croire, par le sens que certains honorables députés attachent à ce mot, que c'est un véritable feu-follet, aujourd'hui ici, demain ailleurs, quelque chose contre lequel il faut se prémunir aujourd'hui, mais contre lequel on ne saurait se prémunir demain. Il n'y a pas d'urgence, d'après ma manière d'entendre l'anglais; une chose urgente, c'est quelque chose qui vraisemblablement doit arriver dans un avenir rapproché.

Un DEPUTE: Comme la mort, par exemple.

M. FRIPP: Oui, comme la mort, mais on peut se prémunir contre une menace urgente et l'on ne saurait se prémunir contre la mort. Voyez la condition de l'Europe aujourd'hui. Y a-t-il quelqu'un qui pense que l'Allemagne augmente ses armements seulement pour son plaisir? Pourquoi la Grande-Bretagne a-t-elle jugé nécessaire d'augmenter sa flotte dans la mer du Nord? N'est-il pas clair, pour quiconque veut regarder, qu'il y a urgence, et qu'il y aura urgence aussi longtemps que les nations de l'Europe continueront à construire des navires et à augmenter leurs armées. Pour nous, loyaux sujets de la mère patrie, la question est de savoir comment nous pouvons venir efficacement à son aide, et sans retard. Pouvons-nous le faire dans la circonstance présente en commençant à bâtir une marine canadienne ici, au Canada? Mais tout homme sensé sait qu'il faudrait quinze ou vingt ans pour construire ces navires au Canada; si même il ne fallait que dix ans, le but que nous avons en vue en construisant ces navires pourrait bien avoir cessé d'exister alors, et notre aide arriverait trop tard lorsque ces navires seraient en état d'entrer en ligne.

Je crois, monsieur, que le peuple canadien approuve la ligne de conduite du Gouvernement au sujet de la marine. Nous admettons tous que nous devons aider la

M. FRIPP.

mère patrie, et nous ne sommes divisés que sur les moyens à adopter pour y parvenir. Ce Gouvernement propose que, pour que cette aide soit efficace, il faut la donner le plus tôt possible, et l'opposition insiste pour qu'elle soit différée. Les honorables députés de la gauche prétendent-ils qu'il n'y a pas d'urgence parce que la guerre n'est pas déclarée? L'occasion peut surgir d'un moment à l'autre; un imprudent capitaine de vaisseau peut mettre l'Europe en feu, tant les sentiments publics sont intenses; et où en serait le Canada si nous adoptions le programme libéral de construire nos navires au Canada? Et pendant que l'on construirait ici ces navires, pendant que l'on établirait les chantiers maritimes nécessaires pour les construire, qui prendrait la dépense de l'empire, en attendant. Assurément il vaut mieux que nous venions en aide à la mère patrie immédiatement, et le meilleur moyen d'atteindre ce but est énoncé dans le projet de loi actuellement à l'étude.

Il ne faut pas oublier non plus que ce programme de politique navale que présente actuellement le Gouvernement n'est que temporaire. Nous disons que nous allons voter cet argent et faire construire ces navires en Angleterre parce que nous voulons qu'ils soient prêts en moins de trois ans, et nous les confierons à l'Angleterre jusqu'à ce que le Canada ait besoin. Pour moi, jeune Canadien, je ne crois pas que le peuple canadien soit disposé maintenant à dépenser l'énorme somme d'argent que le mémoire de l'amirauté indique comme étant nécessaire pour construire une marine canadienne. Je crois que le peuple canadien blâmerait un Gouvernement, quel qu'il fût, qui proposerait d'imposer au pays une dépense de \$60,000,000 d'abord pour établir des chantiers de construction maritime, et plus tard, l'énorme dépense nécessitée par la construction continue de dreadnoughts dans ces chantiers, car c'est là ce que signifie la proposition de l'oppositon; en effet nous savons que les navires de guerre deviennent démodés en quelques années, et une fois que nous aurions commencé à en bâtir, nous serions obligés de continuer.

Je suis surpris que les honorables députés du parti libéral qui représentent des circonscriptions agricoles puissent, par leur vote, consentir à jeter le pays dans les dépenses qu'entraînerait la construction des seules unités que leur chef a proposées. Jusqu'à ce que le peuple canadien soit bien au courant de tout ce qui concerne la construction d'une marine et qu'il se rende compte des dépenses énormes qu'elle entraîne, il vaut mieux être prudent, et je crois qu'avant d'adopter le programme proposé par le chef de l'opposition, le peuple devrait avoir le temps d'en comprendre toute la portée. Dans le cours des deux ou trois années que va durer la construction